

**ORDONNANCE**  
**relative à la demande de mainlevée de**  
**l'hospitalisation complète**

**Philippe TREMBLAY**  
vice-président, juge des libertés et de la  
détenation

N°RG : N° RG 20/01017 -  
N° Portalis DBYB-W-B7E-MYVT

Minute n° : 20/00817

Nous Philippe TREMBLAY, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assisté de Julie BARALE, greffier,

Vu la décision d'admission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 30 Mai 2020 à la demande de **Madame**,

concernant : **Monsieur**  
né le 06 Novembre 1966 à ETAMPES (ESSONNE)  
Sous tutelle APSH 34  
284 avenue du Professeur Jean Louis Viala  
34193 MONTPELLIER

Vu la requête en mainlevée de l'hospitalisation complète en date du 14 Septembre 2020 formée par **Monsieur** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 18 Septembre 2020 à :

- Monsieur le Procureur de la République
- **Monsieur**
- **Association APSH 34**,
- **Madame**, tiers à l'admission
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 18 Septembre 2020,

Après avoir entendu, dans les locaux spécialement aménagés de l'hôpital, **Monsieur** assistée de Me Zohra TAKROUNI, avocat désigné d'office,

Vu les observations présentées oralement et par écrit par Me Zohra TAKROUNI,

L'avocat de l'intéressée a consulté la procédure et s'est entretenu librement avec **Monsieur**

L'intéressée a été informée qu'elle peut elle-même consulter la procédure.

L'intéressée déclare :

J'ai manqué la piqûre d'aldol de 1 mois et j'ai fumé des joints et j'ai sniffé un rail de cocaïne. J'ai fait un petit malaise à cause du lit qui était mal agencé. Donc mes parents m'ont amené à l'hôpital pour faire une prise de sang et ma piqûre d'aldol, ils m'ont gardé.  
Elle mis de l'aldol au clopaxol, ce qui m'a mis pas bien dans ma tête et qui m'a fait un delirium.

Lecture est faite du certificat de situation du 16 septembre 2020.

J'ai demandé une expertise psychiatrique. Je ne suis pas ce que vous me dites, là. Je suis malade du corps mais pas de la tête. Oui, j'ai essayé de contacter mes psychiatres. Le Dr ARRAR connaît toute ma vie. Elle a un casier immense rempli de dossier sur moi.  
Vous me dites que je peux la contacter ou tout autre médecin de mon choix pour savoir si le diagnostic est faux ou non, je vais lui faire une lettre.  
Vous me dites que j'ai 54 ans, non, j'ai 66 ans, c'était en Algérie, c'était compliqué.  
J'ai mon neveu qui est médecin, il me dit ce que je peux prendre pour ne pas être agressif.  
La seule chose que je fais, c'est que je vais voler.  
C'est le contraire, chaque fois que je suis à la maison, c'est moi qui l'aide à faire le ménage, qui lui fais les massages. Ma mère est venue il y a pas longtemps. Elle est d'accord, elle me l'a dit. Vosu

me dites qu'il vous faut son accord écrit.

J'ai un logement, ma mère a été contactée il y a pas longtemps. Ils sont prêts à me reprendre. J'ai rdv le 25 pour le CMP, pour savoir ce que je vais faire comme activité et pour le suivi. Ma Mère est d'accord pour me recevoir, ainsi que mon père et mon frère. Elle ne va pas tarder à mourir et c'est mon devoir d'être près d'elle avant.

Entendu le conseil de l'intéressée en ses observations (dépôt de conclusions écrites *in limine litis* visées par le greffier):

- Défaut de qualité des signataires. Les fonctions et les signatures diffèrent entre juin et juillet.
- Absence de notification des décisions et de recueil des observations.
- Vous devez rapporter la preuve de la convocation du curateur.
- *sur le fond* : L'obstacle actuel à une sortie est le fait qu'il n'y a pas de logement. On ne peut pas maintenir quelqu'un en cadre hospitalier pour des motifs d'orientation. On peut le mettre dans une clinique dans l'attente du projet.

L'intéressée déclare : J'étais juge d'instruction à Créteil pendant 7 mois. J'ai fait sauter toute une armée de blanchiment de drogue, de cocaïne. J'étais dans un service de corruption de la police. J'étais dans la police.

La décision a été mise en délibéré au 21 septembre 2020 après-midi.

### **MOTIFS DE LA DÉCISION**

L'article L3211-3 a) du code de la santé publique dispose que toute personne faisant l'objet de soins psychiatriques sans consentement est informée le plus rapidement possible et d'une manière appropriée à son état de la décision d'admission et de chacune des décisions prononçant le maintien des soins.

L'article L3216-1 du même code dispose que l'irrégularité affectant une décision administrative de soins sans consentement n'entraîne la mainlevée de la mesure que s'il en est résulté une atteinte aux droits de la personne qui en faisait l'objet.

L'avocate du patient indique notamment que la décision de maintien du 28 août n'a pas été notifiée ce dernier.

Aucun formulaire de notification n'est, en effet, produit.

Aucun certificat n'indique, en outre, que ce patient ne serait pas en capacité de recevoir cette notification.

Ce patient a, au contraire, signé le formulaire d'information et l'attestation de demande d'avocat.

Il a, ainsi, été privé de la possibilité de former un recours qui aurait pu entraîner la mainlevée de cette hospitalisation.

Le grief apparaît, ainsi, caractérisé.

Il convient, par conséquent, d'ordonner la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures.

### **EN CONSEQUENCE**

Statuant publiquement et en premier ressort,

Faisons droit à la demande de mainlevée de l'hospitalisation complète formée par Monsieur I

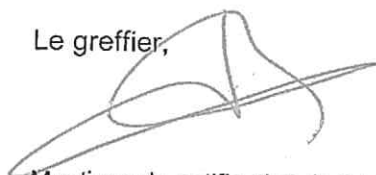
ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique)

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.

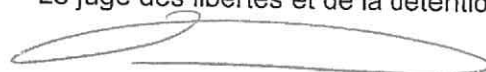
Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 21 Septembre 2020 par Philippe TREMBLAY, Vice-président, juge des libertés et de la détention assisté de Julie BARALE, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention



- Mentions de notification le 21 Septembre 2020 :
- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
  - M. I. par l'intermédiaire
  - Me Zohra TAKROUNI par courriel
  - Mme I. par courriel
  - L'APSH 34 par courriel
- Monsieur le Procureur de la République